



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers,
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral n°32-2025-11-28-00001
portant abrogation de :
- l'arrêté préfectoral n°32-2024-08-07-00004
mettant en demeure la société coopérative agricole QUALISOL
- l'arrêté préfectoral n°32-2025-04-08-00001
rendant redevable la société QUALISOL d'une astreinte administrative
pour son installation de stockage, triage et conditionnement de céréales
exploitée route de Mauvezin à Monfort**

Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 27 novembre 2024, nommant Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

Vu le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu l'arrêté préfectoral, du 14 novembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2012, autorisant la SCA QUALISOL à étendre et exploiter une installation de stockage de céréales sur la commune de Monfort ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2023, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024, relatif à l'extension des activités exploitées par la SCA QUALISOL située route de Mauvezin sur le territoire de la commune de Monfort ;

Vu l'arrêté préfectoral n°32-2024-08-07-00004, du 7 août 2024, mettant en demeure la société coopérative agricole QUALISOL pour le site qu'elle exploite route de Mauvezin sur le territoire de la commune de Monfort ;

Vu l'arrêté préfectoral n°32-2025-04-08-00001, du 8 avril 2025, rendant redevable d'une astreinte administrative la société coopérative agricole QUALISOL exploitant une activité de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuses sur le territoire de la commune de Monfort ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2025, dont une copie a été transmise à l'exploitant, faisant suite à la visite d'inspection du 16 octobre 2025 de l'installation exploitée route de Mauvezin à Monfort par la société coopérative agricole QUALISOL ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société coopérative agricole QUALISOL s'était conformée aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 août 2024 ;

Considérant que la mise en conformité a été réalisée dans le délai de 6 mois prévu dans l'arrêté n°32-2025-04-08-00001 rendant redevable d'une astreinte administrative la société coopérative agricole QUALISOL, aucun recouvrement ne sera de ce fait opéré ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n°32-2024-08-07-00004, du 7 août 2024, mettant en demeure la société coopérative agricole QUALISOL pour le site qu'elle exploite, route de Mauvezin, sur le territoire de la commune de Monfort, est abrogé.

ARTICLE 2

L'arrêté préfectoral n°32-2025-04-08-00001, du 8 avril 2025, rendant redevable d'une astreinte administrative la société coopérative agricole QUALISOL exploitant une activité de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuses sur le territoire de la commune de Monfort, est abrogé.

ARTICLE 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gers pendant une durée minimale de deux mois.
Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société coopérative agricole QUALISOL dont le siège social est situé au 851 chemin de Carrel à Castelsarrasin (82100).

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Condom, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise pour information au maire de Monfort.

Auch, le 28 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.